# Finafrica Bulletin

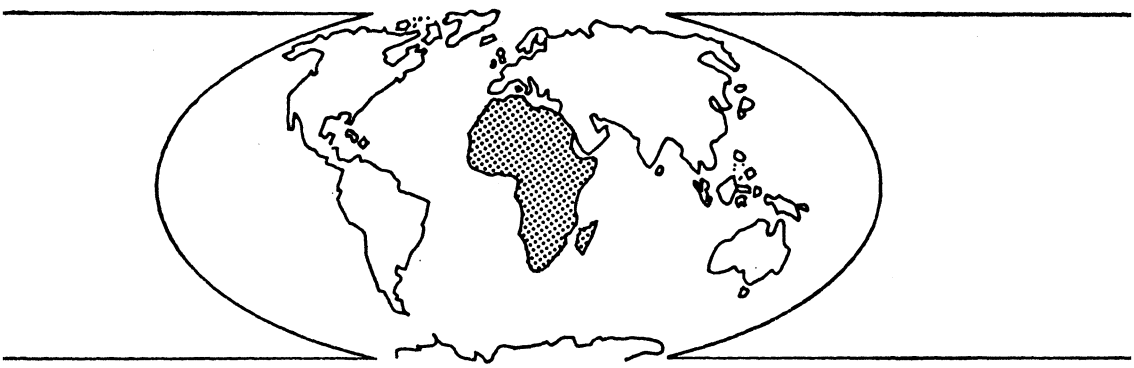


CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

1 - 1975 - II

This content downloaded from 193.204.248.149 on Mon, 19 Jan 2026 08:21:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

# Finafrica Bulletin



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

1 - 1975 - II

This content downloaded from 193.204.248.149 on Mon, 19 Jan 2026 08:21:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

**BOARD OF EDITORS** **CONSEIL DE REDACTION**

MANAGING EDITOR DIRECTEUR

Arnaldo Mauri
(Università di Milano)

Francesco Arcucci (Università di Parma), Sergio Bortolani (Università di Urbino), Paolo Mottura (Università di Parma), Roberto Ruozi (Università « L. Bocconi »)

ASSISTANT EDITOR ASSISTANT DE REDACTION

Mario Masini
(Università di Genova)

## Contents

LEGISLATIVE SUPPORT OF AGRICULTURAL CREDIT INSTITUTIONS IN AFRICA *by Dennis Mylonas* . . . . . 3

THE COST OF AGRICULTURAL CREDIT SUPPLIED BY INSTITUTIONAL SOURCES *by Vincenzo Nesci* . . . . . 21

MONEY AND CREDIT IN AFRICA . . . . . 22

ITALIAN SURVEY . . . . . 26

AFRICAN SURVEY . . . . . 30

BOOK REVIEWS . . . . . 33

## Sommaire

LES BASES LEGISLATIVES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGRICOLE EN AFRIQUE *par Dennis Mylonas* . . . . . 11

LE COUT DU CREDIT AGRICOLE OCTROYE PAR LES SOURCES INSTITUTIONNELLES *par Vincenzo Nesci* . . . . . 12

MONNAIE ET CREDIT EN AFRIQUE . . . . . 22

NOUVELLES ITALIENNES . . . . . 26

NOUVELLES AFRICAINES . . . . . 30

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE . . . . . 33

This content downloaded from 193.204.248.149 on Mon, 19 Jan 2026 08:21:19 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

# Book reviews

# Revue bibliographique

GA-KWAME AMOA et OSCAR BRAUN: *Echanges internationaux et sous-développement,* éditions Anthropos-idep, Paris, 1974.

L'oeuvre se composant de deux études séparées et rédigées sous deux optiques différentes — empirique celle d'AMOA et plutôt théorique celle de BRAUN — illustre la situation dans laquelle se trouvent les pays du tiers monde.

Dans son étude, AMOA a voulu tout particulièrement souligner comme tout rapport des pays africains avec les pays industrialisés soit encore un lien de type « colonial ». Dans la première partie, il a fourni une synthèse des efforts faits et des moyens utilisés à l'échelle internationale (tels que ressources financières, assistance technique, politiques de développement) afin de modifier la situation de sous-développement des pays africains après la deuxième guerre mondiale. Efforts qui n'ont pas d'ailleurs porté remède aux problèmes du chômage et du déficit de la balance commerciale, ne pouvant pas ce dernier être éliminé pour le manque d'une production capable de remplacer certaines importations: souvent consacrée à des biens superflus ne pouvant pas intéresser les zones rurales et demandant des capitaux importants, elle n'était pas en mesure de créer de nouvelles places de travail.

Selon AMOA, le vrai problème est lié à la nature même de la division international du travail, division qui transforme les économies des pays émergents dans des « dépendances » dont la richesse est transférée régulièrement vers les « centres » industriels.

Dans la deuxième partie de son étude, il analyse les liens existant entre les pays africains et la Communauté Economique Européenne qui avaient été créés par les Conventions de Yaoundé. Si ces accords à l'aide d'une réglementation des échanges commerciaux, de l'assistance financière, etc. sont susceptibles de faire augmenter les recettes des pays africains, ils ne peuvent pas par contre transformer leur structure agricole, étant donnée la nature discriminatoire du régime des prix qui leur empêche de réaliser une base technologique quelconque indispensable à leur industrialisation.

Négatif est donc l'avis final d'AMOA en ce qui touche la nature de ces liens commerciaux existant entre l'Europe et les pays africains. Et il souhaite la création d'un système de coopération moins formel et surtout avec un régime de prix plus équitable envers les pays africains.

La deuxième étude, rédigée par BRAUN, prouve sur le plan théorique comme l'impérialisme contemporain — après une phase (1880-1930) caractérisée par l'exportation de capitaux — se matérialise aujourd'hui sur le plan des échanges commerciaux: en imposant des droits et d'autres restrictions aux exportations des pays émergents, les pays « impérialistes » augmentent de ce fait leurs exportations à bas prix afin de rééquilibrer leurs balances des paiements.

Dans le premier chapitre, tout en utilisant le modèle de Sraffa, BRAUN met en relation le bas niveau des salaires existant



This content downloaded from 193.204.248.149 on Mon, 19 Jan 2026 10:24:29 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

à l'intérieur des pays « subordonnés » avec le niveau des prix caractérisant l'échange inégal au sens strict du terme et il en souligne leur interdépendance. Il observe en outre que la variable indépendante est le prix, susceptible d'être manipulé par les pays « impérialistes », et non pas le salaire.

Dans le deuxième chapitre, il observe en outre comme le développement inégal des forces de la production, à l'aide d'un nombre toujours croissant de situations de monopole, de la technologie et des investissements étrangers, soit en amont de la reproduction des conditions de échange inégales et du remaniement des prix.

L'étude de BRAUN illustre très bien et avec beaucoup d'efficacité une situation d'ailleurs réelle: le « gap » technologique existant entre les pays du tiers monde et les pays industrialisés est aujourd'hui encore assez marqué, malgré la conviction très répandue dans le passé d'une rapide transformation industrielle du continent africain.

Mais, à cause peut-être de ses hypothèses idéologiques il a oublié de considérer un autre aspect du problème, d'ailleurs très important. En effet, il a oublié de faire observer comme l'échange de matières premières contre de produits industriels puisse également favoriser les pays socialistes. D'après son étude on dirait que se soient seulement les pays occidentaux à être favorisés par cet échange avec les pays du tiers monde.

De plus, l'étude de BRAUN se base principalement sur un modèle théorique, ce qui lui pose des limites non négligeables. Il n'est pas concevable que tout problème puisse être résolu en abandonant tout simplement la politique discriminatoire des prix (et non pas par exemple en réduisant le besoin d'exporter des pays en voie de développement, grâce à une spécialisation internationale différente) afin de réaliser une complète intégration économique à l'échelle mondiale et assurer à la « périphérie » un développement égal à celui du « centre ».

**Gianfilippo Maiga**



This content downloaded from 193.204.248.149 on Mon, 19 Jan 2026 10:24:29 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms